

## Tract du GKK Autriche

# 10 familles possèdent bien 58,5 milliards d'euros 200 000 malades doivent cracher 600 millions

Dans toute l'Europe, les gouvernements de la classe dominante – que ce soit avec ou sans participation des sociaux-démocrates – attaquent en ce moment les conquêtes sociales de la population laborieuse : les retraites, le système de santé, l'enseignement, l'assurance chômage et les aides d'urgence. Partout ceux qui gouvernent veulent faire payer pour leur crise – la crise du système de profit capitaliste- les ouvriers, les employés et les jeunes.

Même les SPOVP [la coalition gouvernementale entre le Parti socialiste autrichien SPO réformiste et le Parti populaire autrichien OVP bourgeois clérical] ne peuvent ici être en reste : le plan d'austérité annoncé après les élections de Vienne suit le même schéma que les offensives de destruction sociale dans les autres pays. Déjà, le gouvernement bleu-noir [coalition entre OVP et FPÖ fascisant au pouvoir de 2000 à 2003] avait anticipé quelques-unes de ces attaques à partir de février 2000 comme en 2003 : le calcul de la pension sur toute la période de vie professionnelle au lieu des 15 meilleures années, report de l'âge de la retraite des femmes. Avant encore, c'est avec une participation sociale-démocrate que le gouvernementale avait commencé dans les années 1990 à vider de sa substance le système de santé par des réductions de remboursement des dépenses de santé.

À présent, le SPO et l'OVP veulent « assainir » le budget en élevant les impôts qui pèsent sur les masses (taxe sur l'essence, sur le tabac), en réduisant le système de santé (aggravation des conditions pour rentrer dans les niveaux de soins 1 et 2), en écorchant les familles des travailleurs en supprimant la contribution déductible de salaire unique et en diminuant les allocations familiales. Le chancelier SPO Faymann et le vice-chancelier OVP Pröll affirment démagogiquement que les charges seraient réparties « *de manière équilibrée* » et que même les banques devraient passer à la caisse pour une nouvelle contribution.

Les mêmes banques que l'État bourgeois a sauvées en 2008 avec une aide de 100 milliards d'euros firent savoir par retour du courrier qu'elles répercuteraient tout de suite ce nouvel impôt sur leurs clients. Le président de la confédération syndicale OGB Foglar s'est contenté de déconseiller aux banques de continuer à porter atteinte à leur « *réputation mise à mal* ».

Les syndicats n'ont pas pour rôle de défendre la bonne réputation des groupes bancaires. Ils devraient plutôt défendre les intérêts de leurs membres, donc des travailleurs.

Dans toute l'Europe, de la Grèce à la France, de l'Angleterre au Portugal, la population laborieuse proteste. Partout, les directions syndicales se sont refusé à bloquer les attaques des gouvernements bourgeois par la grève générale illimitée. Sous la pression des masses, elles appellent à des « journées d'action », des protestations partielles et des manifestations, non pas pour empêcher les plans d'austérité mais pour canaliser le mécontentement, les aiguiller sur des rails tranquilles et préparer des « compromis » avec les gouvernants. Dans tous les pays, les bureaucrates syndicaux offrent de participer au démontage social. Comment s'étonner que le ministre SPO des affaires sociales Hundstorfer, autrefois président de la confédération OTV, soutienne et défende le budget d'austérité élaboré par le ministre des finances OVP Pröll ?

« *En août 2010, 363 453 personnes en tout en Autriche recevaient une aide sociale, 77 448 d'entre elles relevaient du niveau 1 et 121 018 du niveau 2. Pour le niveau 1 la somme est de 154,20 euros et de 284,30 euros pour le niveau 2.* » (APA, 14 octobre 2010). En excluant environ 200 000 bénéficiaires de l'aide des niveaux 1 et 2 Hundstorfer veut épargner 600 millions d'euros. Par contre, les 10 familles les plus riches d'Autriche disposent d'une fortune de plus de 58,5 milliards d'euros. Il est donc bien là, l'argent pour le financement des prestations sociales – mais les capitalistes ne pensent naturellement pas à financer ne serait-ce qu'un centime tant qu'ils ont un gouvernement qui défend leur richesse et leurs privilèges !

Nous disons :

- **au lieu de dépouiller les travailleurs : expropriation sans indemnisation du grand capital et des banques sous contrôle ouvrier !**
- **pour un système de santé gratuit et de haut niveau pour tous !**
- **au lieu des économies dans le domaine de la formation – amélioration de la formation des élèves, diminution du nombre d'élèves par classe. Annulation de l'endettement pour les études, aménagement des établissements universitaires et extra-universitaires .**

Les manifestations du 27 novembre dans toute l'Autriche prouvent le grand nombre de catégories sociales qui se sentent touchées par les mesures d'austérité, mais la « grande alliance » démontre aussi que les plateformes interclassistes ne peuvent et ne veulent même pas nommer la véritable racine du mal, à savoir le système du profit capitaliste. La résistance doit donc être organisée à partir d'une position de classe clairement prolétarienne. Les syndicats doivent organiser la résistance contre le fardeau là où cela fait le plus mal au capital – dans les entreprises.

La direction du SPO est depuis des décennies partie prenante du système capitaliste. Mais elle ne peut remplir son rôle pour les capitalistes que parce qu'une majorité des travailleurs croit encore que le SPO continue d'être son parti d'une manière ou d'une autre. Par conséquent, de ses instances de ce parti s'élèvent des critiques – le plus souvent très mesurées – des mesures gouvernementales les plus brutales.

Les députés du SPO ont l'opportunité de montrer le 30 novembre où ils en sont. S'ils représentent vraiment les intérêts de la population travailleuse – comme ils le prétendent – alors, ils doivent voter contre ce plan d'austérité ! Cela vaut tout particulièrement pour les députés qui sortent des rangs du syndicat.

L'actuel projet de budget est un pas de plus sur la voie d'attaques plus graves contre le niveau de vie des masses. Tant que la population laborieuse n'aura pas de véritable représentation, les gouvernements continueront à s'agenouiller devant les 10, 100 ou 1000 familles les plus riches et forcer les centaines de milliers de travailleurs à payer pour la crise. Ce dont nous avons besoin, c'est d'un parti ouvrier prêt à affronter le capitalisme, un parti ouvrier révolutionnaire, capable de faire la liaison entre le combat des travailleurs dans ce pays avec les luttes dans les autres pays en faisant partie d'une nouvelle internationale ouvrière.

27 novembre 2010

Gruppe Klassenkampf (Groupe Lutte de Classe)

<http://www.klassenkampf.net/>

[Traduction par le GB France]